



Après Pottok1 ou c'est quoi un numéro 2, voici Pottok 2 ou c'est quoi un numéro 1 ?

«Je suis un influenceur» (S.Halbique, DDG)

Après l'action pottok de juillet, les sections Solidaires Finances Publiques de l'interrégion Centre Ouest ont rencontré le Délégué du Directeur Général.

Au lendemain de l'annonce de 3 000 nouvelles suppressions d'emplois à la DGFIP, nous avons tenu à lui faire remonter les réalités des services après 3 ans de NRP et à la veille d'une grève interprofessionnelle pour les salaires, les pensions et les minimas sociaux.

Nos propos introductifs

Nous avons longuement développé la situation des services, notamment l'aspect humain, peu souligné par la DGFIP et l'aspect Service public, peu développé par la DGFIP.

- Bilan du NRP pour les agent·es, les missions, les usager·es et son bilan carbone (charge de travail, perte de sens, concentration des services, casse des règles de gestion, etc)
- Rémunérations et reste à vivre des agent·es.
- Les missions, notamment au regard de la dématérialisation et de l'intelligence artificielle (foncier innovant, contrôle fiscal, «chatbot», etc)

Ses propos généraux.

M. Halbique a défendu les réformes «réussies» (le PAS, etc) et partagé certaines de nos analyses, sans remettre en cause la politique menée. Il a évoqué le Contrat d'Objectifs et de Moyens à venir, le PLF 2023 (moins d'emplois et plus de crédits), la Reponsabilité des Gestionnaires Publics, mais n'a jamais douté des choix opérés.

- NRP : il n'est pas fini - le Contrat d'Objectifs et de Moyens à venir est en construction (cf le Grand Remue -Méninges) - la DGFIP a le souci de son eco-reponsabilité - seul·es 3 à 4% des agent·es (NDLR : donc 3 à 4 000 personnes) ont été touché·es par des déplacements de services - la DG souhaite un «renforcement» des missions dont nous avons trop anticipé les gains de productivité (SPF notamment)
- Rémunérations : pas de commentaires (NDLR : cela doit être politique, comme les suppressions d'emplois «puisque voté par le Parlement»)
- Missions : l'accueil (physique, téléphonique, e-contacts) va devenir une mission essentielle, notamment dans des SIP particulièrement touchés par les réformes (NDLR : on leur a tout enlevé) - Il faut revoir la formation professionnelle au regard des parcours et des besoins. Le «mentorat» (accompagner les demandes d'évolution de carrière («être accompagné par un cadre aguerrri») est un modèle à développer.

«Il doit y avoir une pause dans les restructurations, je comprends cette demande, mais elle ne sera pas pour tout le monde»



Sans développer tous les échanges, réponses de cette réunion, nous tenons à mettre en avant quelques sujets/mots/principes évoqués par le DDG.

«Ne pas généraliser»

Lorsque nous avons évoqué des situations de difficultés d'agent-es ou l'attitude de certain-es directeurs-rices ou de chef-fes de services, le délégué a régulièrement relativisé en stigmatisant notre soi-disante généralisation. Nous n'avons pourtant fait qu'évoquer des situations réelles que nous ont racontées les agent-es. Lorsqu'il a évoqué ses propres points de vue, n'a-t-il pas lui-même fait de sa satisfaction une généralité ? Nous avons donc évoqué des situations concrètes des directions et services qui nous semblaient emblématiques du traitement inhumain de certaines situations !

«Manager ou Technicien ?»

Nous avons également rappelé notre revendication de chef-fes de services techniciens et du besoin de synthétiser des notes parfois de plus de 100 pages ! Le DDG a répondu qu'il avait déjà vu des directions interpréter les notes de la DG. Faut-il donc que chaque agent-e, submergé-e de travail, les analyse seul-e ?

Les conseils et l'Intelligence Artificielle : Combien ça coute ?

Nous avons rappelé l'opacité de la DG sur le coût de l'externalisation, notamment de Google ou Cap Gemini dans le cadre du foncier innovant. Combien d'argent public donné à des entreprises dont la probité fiscale laisse plus qu'à désirer ? Nous attendons encore le montant des «prestations» !

Conditions de travail : ça coince !

Longuement interrogé sur les conditions de travail, il a répondu à côté en évoquant la capacité de chacune et chacun à s'adapter au changement. nous l'avons interrogé sur sa capacité à faire appliquer les directives en matière de prévention, d'organisation du travail et d'expression des agent-es sur leur travail, il a répondu par cette phrase qui donne son sous-titre au tract : «**je ne suis qu'un influenceur**», «je sais que mes consignes ne seraient pas forcément suivies».

La DG, le progrès et les non imposables

M. Halbique a voulu nous rappeler que le progrès était utile. Quel progrès ? le progrès social que nous défendons ou le progrès technologique au service des puissants. Quant aux contribuables, il a seulement évoqué les 40% de foyers imposables à l'IR, faisant fi de celles et ceux trop pauvres pour ne payer que la TVA !



Un DDG : késako ?

Même s'il dit connaître son rôle, nous espérons que les remontées du terrain iront jusqu'à Fournel et qu'il redescendra aux directeurs et directrices les revendications et propositions qu'ils et elles se refusent à entendre.

Il considère être dans un espace temps, entre DG et Directions locales. La DG réfléchissant à l'avenir et les directions réalisant, plutôt mal que bien, les réformes actées unilatéralement.

Un DDG n'est donc ni un penseur ni un faiseur...

